

Données des véhicules : 93 % des automobilistes européens réclament une législation pour protéger leurs droits

C'est ce qui ressort de la dernière étude menée dans 15 pays européens par l'Observatoire Européen de la Mobilité, mis en place par l'Automobile Club Association (ACA) et plusieurs Automobile Clubs* affiliés à la Fédération Internationale de l'Automobile (FIA).

Même s'ils soulignent la nécessité de pouvoir contrôler les données qu'ils génèrent en conduisant, **la majorité des automobilistes sont prêts à les partager dans certaines situations spécifiques** : accès aux données de diagnostic à distance par un garagiste, localisation par un dépanneur en cas de panne, surveillance de la voiture pour prévoir une réparation ou l'entretien, assurance adaptée au kilométrage ou au type de conduite.

Par contre, **64 % des personnes interrogées ne souhaitent pas que leur véhicule synchronise les contacts, courriels ou historique de leurs appels téléphoniques.**

Et de façon unanime, **93 % des automobilistes estiment qu'un cadre juridique spécifique est nécessaire** pour protéger les droits des consommateurs concernant les données des véhicules.

Dépannage, entretien, assurance, législation... retrouvez tous les résultats de l'étude dans notre infographie ci-dessous :

** Les clubs participants sont : AA (UK), ACA (France), ACCR (République Tchèque), ACI (Italie), ACL (Luxembourg), FDM (Danemark), ACP (Portugal), AL (Finlande), ANWB (Pays-Bas), MAK (Hongrie), RACC (Espagne), RACE (Espagne), ÖAMTC (Autriche), AA-SA (Afrique du Sud) et AMCK (Kosovo). 45 322 personnes au total ont participé à ce sondage.*